



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit septembre , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERVERN Laurence, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

MORVAN Marie-Claude

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
ANDRÉ Robert (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à PHILIPPE Georges)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à MOULLEC Yvan)
BRIANT Hervé (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)
CUNIN Marie-José (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)
KERLAN Frédéric (pouvoir à TRMAL Marie-France)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
TANDÉO Gilles (pouvoir à LE TYRANT Jean-Claude)

Absents

CANN Joël, LE GUEN Jean-René, PAGE Marie-Renée

Conseil de Communauté du 28 septembre 2018
Délibération n° DCC2018_061

Objet	Modulation de la TASCOM
Rapporteur	Laurence FORTIN
Service	Service Finances
Thème	Finances

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Depuis 2015, les élus de la Communauté ont mis en place un nouveau cadre de préparation et d'arbitrage des dépenses, tant en fonctionnement, qu'en investissement et des choix importants ont été opérés, modifiant, différant ou annulant certains projets. En parallèle, des pistes nouvelles ont été explorées afin de maintenir le niveau d'investissement ainsi revu et pour faire face à la disparition progressive du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) et la baisse drastique de la dotation globale de fonctionnement.

Lors de la préparation des budgets 2016 à 2018, un point particulier a été réalisé sur la thématique de la fiscalité.

Les différents leviers ont été étudiés et certaines décisions ont permis de faire évoluer les produits issus des diverses composantes du panier fiscal communautaire :

- en 2016, augmentation de l'ensemble des taux d'imposition :
 - de la Taxe d'habitation (TH) à 10,09 %,
 - de la Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties (TFNB) à 1,84 %,
 - de la Cotisation Foncière des entreprises (CFE) 24,19 %,
 - des différentes secteurs de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM),
 - et création d'un taux de taxe foncière (TF) à 0,30 %.
- en 2017, avec une entrée en application en 2018 :
 - augmentation du coefficient de la TASCOM à 1,05,
 - valorisation des tranches de base minimum de CFE 4 à 6 de 5 % (les autres tranches atteignant déjà leur maximum),
- avaient été évoquées lors du 29 septembre 2017 et restaient en réflexion ;
 - une seconde valorisation portant à 1,1 le coefficient de TASCOM,
 - une seconde augmentation de 5 % des tranches de bases minimum de CFE.

Ces deux dernières actions nécessitent, le cas échéant, une nouvelle délibération avant le 1^{er} octobre 2018 pour une application en 2019.

Au vu des actualisations des données fiscales, le produit complémentaire (par rapport à 2018) que procurerait un coefficient de modulation de TASCOM à hauteur de 1,1, s'élèverait à 25 k€.

La nouvelle augmentation des tranches de bases minimum de 5 % générerait en 2019 un accroissement du produit de 23 k€ par rapport à 2018, hors revalorisation annuelle des

bases (24 k€ avec cette revalorisation).

En tenant compte de ces deux évolutions, la fiscalité de 2019 afficherait un gain de 49 k€ par rapport au produit perçu en 2018.

Afin d'échelonner l'impact de la valorisation de la fiscalité, il est proposé d'agir dès cette année sur la modulation du coefficient de la TASCOT et de reporter à 2020 la mise en œuvre d'une seconde augmentation des bases minimales de CFE.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu les évaluations de l'impact des politiques fiscales,
Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 11 septembre 2018
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 28 août 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: maintienne pour 2019 les montants des seuils des bases minimales tels que votés au titre de 2018

Article 2 : fixe le coefficient de la TASCOT à 1,1 à partir de l'année 2019.